

COMPTES RENDUS DE LECTURE

JÉRÔME BALLETT, Aurélie CARIMENTRAND, *Le commerce équitable*

Paris, Editions Ellipses Marketing, collection Transversale Débats, 2007, 237 p.

Le livre de Jérôme Ballet et Aurélie Carimentrand présente le commerce équitable à travers son positionnement dans le contexte du commerce international contemporain, son développement, ses formes très disparates et son impact sur les conditions de vie des petits producteurs dans les pays en voie de développement (PVD). Outre ce bilan, il conclut par cinq débats autour du concept de commerce équitable et de sa mise en pratique.

Dans la première et principale partie de l'ouvrage, intitulée « l'état de la question », les auteurs proposent, dans un premier temps, un état des lieux de cette nouvelle forme d'échange qu'est le commerce équitable. Ils mettent en évidence deux éléments sources de la pauvreté des producteurs des PVD. Le premier élément discuté est l'inégalité des échanges entre les pays industrialisés et les PVD. En effet, au cours des années 1980 et 1990, la baisse des revenus d'exportation et la hausse des achats de nombreux pays du Sud, qui avaient basé leur développement sur les matières premières, ont entraîné l'accroissement de leur dette. Ce phénomène est expliqué par la thèse de Singer-Prebisch sur la dégradation des termes de l'échange, selon laquelle les termes de l'échange des cultures primaires, produits par les PVD, face aux produits manufacturés, produits par les pays industrialisés, tendent à se dégrader au cours du temps. Une explication possible, non mentionnée par les auteurs et provenant de la théorie économique néoclassique, est liée aux imperfections des marchés. Les rapports de force de plus en plus déséquilibrés entre les nombreux petits producteurs et les importateurs ou industriels en situation d'oligopole au niveau international ainsi que le manque d'information des premiers entraînent une baisse tendancielle des cours des produits primaires. Le second élément expliquant la pauvreté des petits producteurs des PVD est l'instabilité des prix des produits exportés par ces pays. Les auteurs présentent largement le principal outil de stabilisation des revenus mis en œuvre par la Communauté européenne, les accords de Lomé, puis les accords de Cotonou y mettant fin. Les auteurs passent sous silence une cause de pauvreté mise en avant par de nombreux acteurs de commerce équitable, les programmes d'ajustement structurel (PAS) de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international qui exigeaient des PVD privatisation, libéralisation et rigueur, en contrepartie d'une aide à la résorption de leur dette. En effet, afin d'obtenir des devises, les pays ayant acceptés ces PAS ont favorisé les cultures exportatrices, au détriment des cultures vivrières ; cette pratique a pu entraîner une surproduction de certaines matières premières, faisant chuter les cours mondiaux, comme cela a été le cas pour le coton. Dans ce cadre, le commerce équitable représente une action possible pour résoudre la pauvreté des producteurs du Sud. Les auteurs énoncent alors les principes de cette démarche qui s'appliquent surtout à trois types d'acteurs : les producteurs, les importateurs et les consommateurs. Ces derniers sont parties prenantes de cette démarche dans la mesure où le commerce équitable implique par définition un acte d'achat. Par là-même, ce concept représente une nouvelle forme de consommation, qui est resituée dans l'histoire de la consommation avec les notions de boycott, buycott, commerce éthique, responsabilité sociale des entreprises, mais qui a aussi ses limites. Il est dommage que les auteurs ne fassent pas davantage référence aux études d'économie expérimentale, qui tentent d'évaluer la propension à payer des consommateurs

pour l'attribut équitable de différents produits, puisque ces méthodes permettent une approche non déclarative, non biaisée dans l'analyse des choix et de la prise de décision (Loureiro et Lotade, 2005 ; Maietta, 2004 ; Tagbata, 2006).

En second lieu, après un historique du commerce équitable, les auteurs exposent les différents types de filières présentes dans le mouvement. On distingue principalement l'approche filière ou organisation (filière intégrée ou spécialisée), avec des magasins spécialisés, de la vision produit (filière labellisée), orientée principalement vers la grande distribution. Cette partie met très bien en évidence l'hétérogénéité des pratiques et la multiplication des labels/logos qui se revendiquent plus ou moins du commerce équitable. Ces deux phénomènes conduisent à un risque de confusion chez les consommateurs. Les tentatives de régler cette question par la définition d'une norme en France ont échoué faute de consensus.

En dernier lieu, les auteurs tentent de dresser un premier bilan de l'impact du commerce équitable sur les producteurs en termes de prix, de revenu, mais aussi sociaux, en mettant bien l'accent sur la difficulté de telles évaluations. Il est intéressant à noter que plusieurs études de terrain mettent en évidence un effet « boule de neige » du commerce équitable sur les prix payés à l'ensemble des producteurs. Ainsi, le prix minimum garanti par le commerce équitable pratiqué sur la production certifiée entraînerait une hausse du prix payé aux producteurs non participants à la filière équitable. Ce constat est contraire à l'argument développé par certains détracteurs du commerce équitable et par certains acteurs des filières concernées, comme Nestlé il y a quelques années. D'après eux, étant donné les conditions attractives offertes par le commerce équitable, les producteurs bénéficiant de cet appui pourraient étendre leur production pour profiter des avantages de la filière équitable, mais aussi des marchés conventionnels, faisant ainsi augmenter la production globale et diminuer les cours mondiaux.

Le livre se conclut par « l'état des questions » avec cinq débats sur le commerce équitable comme forme de néocolonialisme à travers des relations exclusivement Nord/Sud dans une logique toujours exportatrice pour les PVD, sur l'ampleur de la démarche, sur les questions du juste prix ou prix juste, des intermédiaires, et du commerce équitable comme forme de consommation durable ou non.

Le livre est riche en informations et permet d'appréhender les nombreuses questions inhérentes au commerce équitable. Néanmoins, les questions primordiales évoquées en introduction, à savoir la diffusion des produits équitables dans la grande distribution, les nouveaux produits labellisés et l'élargissement à des pratiques équitables Nord/Nord et Sud/Sud, sont traitées de manière transversale tout au long du livre. Cela ne permet pas une vision claire de ces débats et laisse le lecteur sur sa faim. Sur la question de la revente des produits équitables en grande distribution, il est intéressant de resituer ce débat dans le cadre des trois grands objectifs du commerce équitable : améliorer les conditions de vie des petits producteurs du Sud, sensibiliser les consommateurs et modifier les règles du commerce international. La vente de produits équitables en grandes et moyennes surfaces non spécialisées permet de répondre aux deux premiers objectifs, à travers les débouchés importants proposés et la diffusion de l'information. Cette pratique oblige les organisations de commerce équitable à traiter avec des acteurs économiques profitant des échanges commerciaux injustes, ce qui heurte le troisième objectif du commerce équitable. Apparaît ici une contradiction entre réalités du marché et idéologies (Poret, 2007).

Par ailleurs, il émerge de l'ensemble du livre le sentiment que les auteurs ont un *a priori* positif envers les filières spécialisées par rapport aux filières labellisées, notamment Max Havelaar (FLO - *Fairtrade Labelling Organizations*). Pour les économistes, le caractère équitable d'un produit est un attribut de confiance ; cela nécessite donc pour parer au manque d'information du consommateur le recours à un certificateur garantissant les standards d'éthique par un contrôle indépendant coûteux des opérateurs et un label/logo visible sur le produit. Les auteurs mentionnent clairement que les contrôles des acteurs en amont et en aval des filières spécialisées se font par autoévaluation. Même s'il est vrai que les liens entre le certificateur FLO-Cert et l'organisme FLO-EV encadrant les producteurs sont discutables, les producteurs et importateurs dont les produits sont labellisés Max Havelaar font l'objet d'audits par un tiers indépendant. Certains reproches faits à Max Havelaar concernant la durabilité des contrats, le juste prix, les questions environnementales peuvent se poser également aux organisations des filières spécialisées. En outre, le fait que ces organisations aient recours massivement au travail bénévole dans les pays consommateurs pose aussi question, puisque nombre de ces pays connaissent un taux de chômage relativement élevé. De même, faire venir du bout du monde de l'artisanat et des biens produits également par des producteurs du Nord, comme le miel, les fleurs, ou le vin, est-il juste et durable ?

Sylvaine PORET
INRA, UR 1303 ALISS, Ivry-sur-Seine

Bibliographie

- Loureiro M., Lotade J. (2005) Do fair trade and eco-labels in coffee wake up the consumer conscience? *Ecological Economics* 53, 129-38.
- Maietta O.W. (2004) The hedonic price of fair trade coffee for the Italian consumer, *Collona Working Paper* 2/2004.
- Poret S. (2007) Les défis du commerce équitable dans l'hémisphère Nord, *Economie Rurale* 302, 56-70.
- Tagbata W.D. (2006) Valorisation par le consommateur de la dimension éthique des produits : cas des produits issus de l'agriculture biologique et du commerce équitable, Thèse de doctorat, Ecole nationale supérieure agronomique de Montpellier.